



Initiative Citoyenne pour une Energie Alternative

Société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiées à capital variable

Adresse de gestion : appt1, 8 allée de Pomarède – 31670 Labège

- Téléphone : 09 52 00 02 06
- Email: contact@icea-enr.fr
- Site Web: <http://icea-enr.fr>

Le 28/05/2021

Cher(e) sociétaire(e),

Vous êtes convié(e) à l'assemblée générale mixte¹ des sociétaires qui aura lieu le 12 juin 2021 à 14 h dans l'ancienne salle des fêtes de Labège (derrière la mairie). Jauge à 65% - gestes barrières obligatoires.

Le vote des résolutions peut se faire en ligne à l'adresse : <https://icea-enr.fr> menu AG 2021.

Vous y trouverez les documents relatifs à cette assemblée, ainsi que le texte des résolutions proposées au vote. Vous aurez aussi la possibilité de poser des questions.

L'assemblée générale sera précédée par la présentation du réseau ECLR par Sandrine Clarisse.

Afin de faciliter l'organisation nous vous demandons de nous **confirmer votre présence** à contact@icea-enr.fr

Veillez agréer, cher(e) sociétaire(e), nos meilleurs sentiments coopératifs.

Le président : Jean-Paul Gardette

1- Mixte : Assemblée générale ordinaire et extraordinaire

Table des matières

Annexe 1 - Pouvoir	3
Annexe 2 - Résolutions de l'assemblée générale extraordinaire	4
1er Résolution : Modification des préambules des statuts	4
2e Résolution : Modification de l'article 14	4
3e Résolution : Modification de l'article 19	5
Président et Directeurs Généraux	5
4e Résolution : Modification Article 20.1	6
5e Résolution : Modification de l'article 20.5	6
Annexe 3 - Résolutions assemblée générale ordinaire	8
1er Résolution : Admission des nouveaux sociétaires	8
2e Résolution : Approbation rapport de Gestion	8
3e Résolution : Approbation des comptes de l'exercice	8
4e Résolution : Affectation des résultats suivant l'article 29 des statuts	8
5e Résolution : Valeur de remboursement des parts	9
6e Résolution : Conventions règlementées	9
7e Résolution : Capital variable	9
8e Résolution : Orientation générale de la coopérative pour les futurs projets	9
9e Résolution : Élections au conseil coopératif	10
10e Résolution : Délégation de l'AG au conseil coopératif pour l'admission des nouveaux sociétaires	10
11e Résolution : Pouvoir pour les formalités	10
12e Résolution : Rectification de l'affectation des résultats 2019	10
Annexe 4 - Présentation des candidats au conseil coopératif	12

Annexe 1 - Pouvoir

Je soussigné(e) :

Nom, Prénoms :

Domicilié à :

Propriétaire d'au moins une part sociale de la SCIC :

ICEA : SCIC – SAS à capital variable, dont le siège social est à Prologue 1 - 815 La pyrénéenne - 31670 Labège immatriculée sous le numéro 822 429 486 R.C.S. Toulouse donne pouvoir, par les présentes, à :

Monsieur, Madame

Demeurant à

Aux fins de me représenter à l'Assemblée Générale Mixte qui aura lieu le 12/06/2021 à 14 heures salle des fêtes de Labège à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour.

En conséquence, assister à cette assemblée prendre part à toutes discussions et délibérations, émettre tous les avis et tous votes ou s'abstenir sur les questions de l'ordre du jour, signer tous les procès-verbaux et autres pièces et généralement faire le nécessaire.

Je suis informé (e) que s'il est fait retour à la SCIC du présent pouvoir sans indication du nom du mandataire, il sera émis en mon nom un vote favorable à l'adoption des seuls projets de résolutions présentés ou agréés par le conseil coopératif.

Dans le cas où cette assemblée ne pourrait délibérer à la majorité requise pour la validité des décisions, le présent pouvoir conservera ses effets pour l'assemblée réunie ultérieurement sur deuxième convocation avec le même ordre du jour.

Fait à, le

Signatures :

Le mandant (mention manuscrite "Bon pour pouvoir")
"Bon pour acceptation de pouvoir)

Le mandataire (mention manuscrite

1 - Nous rappelons que seul un autre sociétaire peut représenter un sociétaire lors d'une assemblée générale.

Un mandataire ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Si cette procuration est renvoyée, datée et signée, sans mention du nom d'un mandataire (pouvoir en blanc), les votes émis à l'aide de ce pouvoir seront réputés favorables à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le conseil coopératif et défavorables à l'adoption de tous autres projets.

Annexe 2 - Résolutions de l'assemblée générale extraordinaire

N'ayant vocation qu'à modifier les statuts

Soumises à l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire du 12/06/2021

Seuls les sociétaires inscrits avant le 19/09/2020 peuvent prendre part au vote des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire.

Les encadrés écrits en italique sont des explications et n'apparaîtront pas dans les PV d'AG

En rouge les modifications, les textes barrés seront supprimés

1er Résolution : Modification des préambules des statuts

Note explicative : Icea n'a pas encore rédigé de règlement intérieur

Dans le préambule au paragraphe "L'engagement Moral et Ethique" une phrase est complétée :

Les clauses d'exclusion et de désengagement des membres d'ICEA sont précisées dans le Règlement Intérieur ou **à défaut par les présents statuts.**

2e Résolution : Modification de l'article 14

Modalités d'admission

Note explicative : La société souhaite accroître la visibilité de ses valeurs coopératives, en particulier auprès des nouveaux sociétaires. Elle souhaite aussi simplifier les formalités administratives liées à l'entrée de nouveaux sociétaires, ainsi que le vote et l'émargement aux assemblées générales

Tout nouvel associé s'engage à souscrire et libérer au moins une part sociale lors de son admission sauf conditions particulières énoncées dans une convention règlementée.

L'admission d'un nouvel associé est du seul ressort de l'assemblée générale et s'effectue dans les conditions prévues pour les délibérations ordinaires. En cas de rejet de sa candidature, ~~qui n'a pas à être motivé~~, le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans.

L'assemblée générale peut déléguer l'admission de tout nouveau sociétaire au Conseil Coopératif sous réserve que ce dernier lui rende compte de son action lors de l'assemblée générale annuelle.

L'admission est régie par les dispositions décrites ci-dessous.

Lorsqu'une personne physique ou morale souhaite devenir associée, elle doit présenter sa candidature au Président qui la soumet à la prochaine assemblée générale ordinaire **ou par délégation, au conseil coopératif**. Cette candidature est portée à la connaissance du Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou lettre remise en main propre contre décharge ou encore par tout procédé écrit sous forme électronique ou non mis en place au sein de la coopérative sous réserve que puisse être dûment identifiée la personne dont elle émane et qu'elle soit établie et conservée dans des conditions de nature à en garantir l'intégrité.

Les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un candidat au sociétariat doivent être intégralement libérées lors de la souscription.

Le statut d'associé prend effet après agrément de l'assemblée générale **ou par délégation, du conseil coopératif**, sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues.

Le statut d'associé confère la qualité de coopérateur. Le conjoint d'un associé coopérateur n'a pas, en tant que conjoint la qualité d'associé et n'est donc pas coopérateur. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et **du règlement intérieur de la Société s'il existe.**

3e Résolution : Modification de l'article 19 Président et Directeurs Généraux

A.

Note explicative : Un problème de numérotation de paragraphe crée l'ambiguïté dans la

Le paragraphe **19.1 : Président** est créé

La numérotation **19.1 Nomination** est remplacée par **19.1.1 Nomination du Président**

La numérotation **19.2 Révocation** est remplacée par **19.1.2 Révocation du Président**

La numérotation **19.3 Pouvoir du Président** est remplacée par **19.1.3 Pouvoir du Président**

La numérotation **19.4 Directeurs Généraux** est remplacé par **19.2 Directeurs Généraux**

Les numérotations **19.4.1 à 19.4.7** sont remplacées par **19.2.1 à 19.2.7**

B.

Note explicative : La durée du mandat du président est ajustée sur la durée de son mandat au

19.1.1 Nomination du président (nouvelle numérotation)

La coopérative est administrée par un Président, personne physique associée, salariée ou non au titre d'un mandat social, désigné par le Conseil Coopératif en son sein. La nomination est prononcée à la majorité du nombre total des voix présentes ou représentées.

Le président est choisi par le Conseil Coopératif, parmi ses membres, pour une durée ~~de quatre (4) ans.~~ **égale à la durée de son mandat au conseil coopératif.** Il est rééligible. Ses fonctions prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Le premier Président est Jean-Paul Gardette ci-dessus plus amplement dénommé.

Ses fonctions expireront au premier renouvellement du conseil coopératif sous réserve de la faculté de réélection prévue ci-dessous.

C.

Note explicative : La société ne dispose actuellement pas de sociétaire remplissant cette fonction. Aussi, toutes les responsabilités lui incombant sont de fait occupées par le président.

19.2.3 Pouvoirs des Directeurs Généraux (nouvelle numérotation)

En application de l'article L.227-6 du Code de commerce, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président pour engager la Société vis-à-vis des tiers.

L'étendue des pouvoirs délégués au Directeur Général est déterminée par décision du Conseil Coopératif.

A l'égard de la Société et des associés, le Directeur Général supporte les mêmes limitations que celles qui s'imposent au Président. Le Conseil Coopératif peut limiter ses pouvoirs, mais cette limitation n'est pas opposable aux tiers.

En l'absence de Directeur Général, toutes les responsabilités lui incombant sont occupées par le président.

4e Résolution : Modification Article 20.1

Nomination au conseil coopératif

Note explicative :

- *L'extension du champ des compétences de la société et la complexité croissante de ses contraintes de tous types, assumées bénévolement nécessitent d'attirer des savoir-faire et de diversifier sociologiquement le Conseil Coopératif. Le Conseil Coopératif assurant actuellement tout le fonctionnement qui est une charge importante, la répartition du travail en sera facilitée. Il est proposé de passer de 10 à 15 membres actifs.*
- *Selon l'article 20.1 de nos statuts, le conseil est renouvelable par moitié tous les 2 ans. A l'occasion du premier renouvellement du conseil l'ordre de sortie a été déterminé par tirage au sort.*
- *Par souci de simplification, il est apparu judicieux d'assouplir les modalités d'entrée et de sortie du Conseil Coopératif, d'autant que la participation au Conseil est un engagement personnel fort, bénévole et très représentatif des valeurs de notre société.*

Le Conseil Coopératif est composé de 3 à **15** membres élus à la majorité des suffrages, à bulletins secrets par l'assemblée générale ordinaire.

~~Le conseil est renouvelable par moitié tous les 2 ans. L'ordre de sortie est déterminé par tirage au sort effectué par la première séance à l'occasion du premier renouvellement du conseil. Une fois établi, le renouvellement a lieu par ordre d'ancienneté de nomination. Par exception, les mandats des conseillers désignés statutairement viendront à expiration à la première assemblée générale ordinaire sans qu'il y ait, dans ce cas, de renouvellement partiel.~~

Chaque membre du conseil coopératif est élu pour une durée de deux ans, renouvelable. Les membres du Conseil Coopératif peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce dernier cas, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre du conseil coopératif en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

La nomination en qualité de membre du Conseil Coopératif d'un salarié ne fait pas perdre le bénéfice du contrat de travail conclu, le cas échéant, entre la coopérative et l'associé. La cessation des fonctions ne porte pas atteinte au contrat de travail qui a pu être conclu par l'intéressé avec la coopérative.

Lorsque le nombre des membres Conseil Coopératif est devenu inférieur à 3, le Président doit convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du Conseil Coopératif.

Les membres du conseil coopératif sont rééligibles. Ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale, même si cette question ne figure pas à l'ordre du jour.

5e Résolution : Modification de l'article 20.5

Pouvoirs du Conseil Coopératif

Note explicative : La coopérative n'a pas actuellement de Directeur Général, il faut donc étendre les compétences de gestion qui lui sont normalement confiées au conseil coopératif

Le Conseil Coopératif nomme les Directeurs généraux sur proposition du Président.

Le Conseil Coopératif assure en permanence et par tous les moyens appropriés le bon fonctionnement de la vie coopérative.

En l'absence de Directeur Général, le Conseil Coopératif assure la gestion de la coopérative sous la responsabilité du Président. Cette orientation spécifique à l'absence du Directeur Général n'obère en rien les pouvoirs de contrôle du Conseil Coopératif.

Le conseil coopératif présente à l'assemblée annuelle un rapport sur l'exécution de ses missions, et fait notamment part de ses observations sur le rapport du Président de la société ainsi que sur les comptes de l'exercice.

En cas de présence d'un Directeur général~~—En aucun cas~~, cette surveillance ne peut donner lieu à l'accomplissement d'actes de gestion directement ou indirectement effectués par le conseil ou l'un de ses membres, ni être effectuée dans des conditions qui rendent impossible la gestion par les membres de la direction.

Le conseil peut décider la création en son sein de commissions dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité, sans que lesdites attributions puissent avoir pour objet de déléguer à une commission les pouvoirs qui sont attribués au conseil coopératif lui-même ni pour effet de réduire ou de limiter les pouvoirs du président ou des Directeurs généraux ou ceux de l'assemblée générale.

Annexe 3 - Résolutions assemblée générale ordinaire

Soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire du 12/06/2021

1er Résolution : Admission des nouveaux sociétaires

Note explicative : L'article 13 de nos statuts précisait que l'admission d'un nouvel associé est du seul ressort de l'assemblée générale...

Seuls les sociétaires inscrits avant le 19/09/2020 peuvent prendre part au vote de cette résolution. Votre date de souscription est dans l'email de convocation

Admission des nouveaux sociétaires, qui ont souscrit et libéré les parts de la SCIC-sas- ICEA depuis l'assemblée générale du 19/09/2020 dont la liste est donnée en annexe

Cette résolution est soumise au vote

Les sociétaires ainsi agréés sont invités à prendre part aux votes des résolutions qui suivent.

2e Résolution : Approbation rapport de Gestion

Note explicative : L'article 28 de nos statuts précise que l'inventaire, le bilan, le compte de résultats de la coopérative sont présentés à l'assemblée en même temps que les rapports du Président.

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion sur l'activité de la SCIC et des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2020 approuve le dit rapport de gestion.

En conséquence, l'assemblée générale donne quitus entier et sans réserve au président de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

3e Résolution : Approbation des comptes de l'exercice

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2020 approuve l'inventaire et les comptes annuels de l'exercice clos, lesquels font apparaître un résultat bénéficiaire de 11 661 euros.

4e Résolution : Affectation des résultats suivant l'article 29 des statuts

Note explicative : Les subventions ne peuvent pas être distribuées, elles sont donc détruites et mise en réserve avant la répartition.

Le résultat de l'exercice fait apparaître un bénéfice de 11 661 €. La quote part subvention d'un montant de 3 223 € est déduite et mise en réserve statutaire.

Le résultat de l'exercice fait apparaître un bénéfice hors subvention de **8 438 €**

Le conseil coopératif propose d'affecter le bénéfice de la manière suivante :

Mise en réserve légale 15% :	1 266 €
Mise en réserve statutaire 42,5% :	3 586 €
Mise en autres réserves 9,5 % :	806 €
Rémunération de parts sociales 34,9 % :	2 780 € (2 %, soit 1 €/parts)

La distribution du dividende s'avérant très complexe et onéreuse pour la société, au regard de sommes unitaires faibles, il est proposé que la rémunération des parts sociales due aux coopérateurs présents au 31/12/2020 soit retardé, jusqu'à la mise en place d'un logiciel dédié, annoncé pour début 2022.

5e Résolution : Valeur de remboursement des parts

Note explicative : Selon l'article 17 de nos statuts les associés n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice.

L'exercice 2020 est bénéficiaire, il n'y a donc pas de déduction des pertes éventuelles.

L'assemblée, après avoir entendu la lecture du rapport du président et compte tenu de la situation nette de la SCIC constate que la valeur de remboursement de la part des sociétaires qui ont perdu la qualité de sociétaire au cours de l'exercice s'établit à la valeur nominale de 50 €.

6e Résolution : Conventions réglementées

Note explicative : Les conventions réglementées sont toutes les conventions qui ne sont pas qualifiées de courantes et qui ne sont pas interdites par la loi. Il s'agit donc de toutes les conventions qui ne sont pas habituelles pour la société et qui ne relèvent pas de son activité

L'assemblée générale constate qu'il n'y a pas eu de convention réglementée en 2020

7e Résolution : Capital variable

Note explicative : Selon l'article 7 de nos statuts notre société coopérative est à capital variable. Le capital étant constitué de l'ensemble des parts sociales souscrites.

L'assemblée générale constate qu'à la clôture de l'exercice, le capital social, variable, s'élève à 139 000 € contre 84 600 € pour l'année 2019, soit une variation de 54 400 €. Il totalise ainsi 2 780 parts sociales d'un nominal de 50 €.

Le capital minimum statutaire s'établit à 139 000 €/4 soit 34 750 €. Article 8 des statuts

8e Résolution : Orientation générale de la coopérative pour les futurs projets

Note explicative : Selon le paragraphe 23.2.2 de nos statuts l'assemblée générale fixe l'orientation générale de la coopérative.

Durant le prochain exercice le conseil coopératif pourra en prévision de l'évolution future étudier et prendre des engagements sur d'autres projets sur des propriétés publiques ou privées dans tous les modes de productions d'énergie renouvelable en accord avec le préambule et l'objet énoncé dans les statuts.

Icéa continuera ses actions de sensibilisation et d'animation dans le domaine de la transition énergétique.

Pour ce faire, le conseil coopératif structure la société en groupes de travail afin de mieux identifier et répartir les tâches.

9e Résolution : Élections au conseil coopératif

Note explicative : Tous les candidats peuvent être élus uniquement si la résolution 4 de l'assemblée extraordinaire précédente est acceptée.

Le conseil coopératif n'est pas complet, 9 places seulement sont actuellement pourvues. Il est fait proposition de le compléter. Les nouveaux candidats sont élus pour 2 ans.

Candidats :

- Patrick Couderc
- François Buisson
- Christophe Vandangeon
- Eric Georget
- Claire Haydont

10e Résolution : Délégation de l'AG au conseil coopératif pour l'admission des nouveaux sociétaires

Note explicative : Cette résolution peut être validée uniquement si la résolution 3 de l'assemblée extraordinaire précédente est acceptée.

Afin de simplifier la gestion, l'assemblée générale délègue au conseil coopératif le pouvoir d'admettre de nouveaux sociétaires en cours d'année sous réserve qu'il en rende compte à l'assemblée générale. Cette délégation a une durée illimitée sauf décision contraire d'une assemblée générale ordinaire.

11e Résolution : Pouvoir pour les formalités

Note explicative : Cette résolution permet au président de déposer les comptes, les statuts et le PV d'AG au greffe du tribunal de commerce.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie du présent procès-verbal certifié conforme à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales

12e Résolution : Rectification de l'affectation des résultats 2019

Note explicative : Lors de l'assemblée générale ordinaire du 19/09/2020, nous avons voté la résolution sur l'affectation des résultats qui prévoyait de mettre les dividendes sur un compte d'attente : "Réserve facultative". Ceci est contraire à la loi de 1947 qui régit les SCIC. Nous devons donc modifier cette décision. La répartition des résultats reste inchangée.

Le résultat de l'exercice 2019 fait apparaître un bénéfice de **6 250 €** la quote part subvention de **1 809 €** est déduite et mise en réserve statutaire.

Le résultat de l'exercice fait apparaître un bénéfice de **4 441 €** subventions déduites

Le conseil coopératif propose d'affecter le bénéfice de la manière suivante

- Mise en réserve légale 15% : **666 €**
- Mise en réserve statutaire 42,5%: **1 888 €** (représente 50% du solde)
- Mise en autres réserves 4,39% : **195 €**
- Rémunération des parts sociales 38,09 % : **1 692 €** soit 2% des parts sociales ou 1 €/parts

La distribution du dividende s'avérant très complexe et onéreuse pour la société, au regard de sommes unitaires faibles, il est proposé que la rémunération des parts sociales due aux coopérateurs présents au 31/12/2019 soit retardé, jusqu'à la mise en place d'un logiciel dédié, annoncé pour début 2022.

Annexe 4 - Présentation des candidats au conseil coopératif

Patrick Couderc :

J'ai 66 ans et je suis ingénieur de formation, génie civil et urbanisme. Dans ma vie professionnelle j'ai d'abord travaillé une dizaine d'années en entreprise générale du bâtiment puis dans des collectivités territoriales, Ville de Toulouse et Toulouse Métropole encore aujourd'hui. Et dans quelques mois je vais prendre mes droits à la retraite.

Je suis bien sûr très sensibilisé par la protection de la planète et par son état que nous léguerons à nos enfants, et je suis convaincu que les citoyens ont un rôle majeur pour répondre à cet enjeu fondamental.

A présent où je vais avoir davantage de temps disponible je souhaite m'impliquer dans des actions concrètes, et le domaine des énergies renouvelables qui est un levier très important pour réduire les gaz à effet de serre m'intéresse beaucoup bien que mes connaissances sur le sujet sont encore très modestes.

Si donc je peux être utile au Conseil coopératif, je veux bien postuler.

François Buisson :

Néo retraité j'étais auparavant chef de projet pour le développement de systèmes spatiaux, essentiellement dédiés à la recherche scientifique et dernièrement à l'étude des mécanismes du changement climatique, sujet auquel je suis sensible.

L'installation de centrales photovoltaïques offre une source d'énergie décarbonée et un soutien à l'économie locale

Je rejoins ICEA pour apporter une contribution active à des actions concrètes de lutte contre le réchauffement.

Christophe Vandangeon :

Je suis marié et père de 2 garçons adolescents, ingénieur en informatique dans une entreprise de services satellitaires, sportif, je suis concerné par l'écologie et la transition énergétique et j'essaie de faire au mieux ma part

Je suis membre (peu actif en ce moment) d'escalade bricole.

Eric Georget

61 ans, ancien cadre informatique d'une grande entreprise industrielle française et résident du Sicoval depuis plus de 10 ans, j'ai désormais orienté mes activités vers le soutien à la collectivité et au développement des énergies renouvelables.

Convaincu de l'intérêt de la démarche citoyenne, je souhaite pouvoir contribuer à la transition énergétique et au développement du projet porté par ICEA sur le territoire.

Claire Haydont

J'habite Castanet depuis quelques années et suite à un séjour au Québec, mon conjoint et moi avons pris la mesure de l'importance de changer nos comportements en matière de consommation d'énergie.

J'ai 51 ans et je suis engagée dans l'accompagnement des personnes vulnérables (maladie, grand âges, handicap...) professionnellement et bénévolement. Je suis sensible au changement de paradigme en matière de consommation différents types de consommation (zéro déchets, circuits-courts, WC secs...). J'entretiens aussi mon lien avec la Terre en cultivant quelques légumes de façon permacole.

Peu encline aux questions techniques, je souhaite cependant m'engager pour participer aux discussions et aux journées d'actions lorsqu'elles seront de nouveau à l'ordre du jour

Au plaisir de travailler ensemble autour de cette importante question du "mieux/moins consommer" nos énergies pour retrouver plus d'autonomie.

